

CORONAVIRUS / COVID-19

Impact économique de l'épidémie sur les pays développés

EN FRANCE

Impacts de l'épidémie sur :

- Croissance de l'activité : au moins 3 points de PIB (correspondant à un mois de confinement).
 - Dans ses prévisions pour 2020, le gouvernement tablait sur une hausse de 1,3 % du PIB. Désormais, il anticipe une **baisse supérieure à 1 % de l'activité**. Le repli devrait s'accroître au fur et à mesure que l'épidémie dure dans le temps ou de l'apparition de nouveaux épicentres. La pandémie se propage notamment aux Etats-Unis.
 - En 2009, la récession avait atteint 2,9 % du PIB. Une diminution plus forte de l'activité cette année n'est pas à écarter.
- Déficit public : au moins 1,7 point de PIB
 - Le déficit public pourrait s'élever à **3,9 % du PIB**, contre 2,2 % attendu auparavant. La prévision devrait encore évoluer (probablement vers une dégradation). Le cumul des dépenses sanitaires, de celles destinées à préserver une activité économique et la baisse des recettes de l'Etat (du fait du recul de l'activité) expliquent cette détérioration des finances publiques.
 - La combinaison d'un déficit public élevé et d'une récession de l'activité va tendre vers une forte augmentation de la dette publique. Celle-ci dépassera alors le seuil de 100 % du PIB, contre 98,1 % à fin d'année 2019.
 - Le 16 mars, date de l'annonce par Emmanuel Macron d'un confinement du pays, le taux d'emprunt de la France à 10 ans est redevenu positif. Le coût de la dette s'accroît donc avec la crise actuelle.
- Emploi : des conséquences encore incertaines

- Le chômage partiel est l'une des principales mesures mises en place par les entreprises. Il concerne, au 27 mars 2020, 220.000 entreprises et 2,2 millions de salariés. Les chiffres continuent à croître chaque jour. Le gouvernement a provisionné 8,5 milliards d'euros pour le chômage partiel. Le Ministre Bruno Lemaire a toutefois déjà annoncé que cette enveloppe ne serait pas suffisante.
- La crise actuelle va se traduire par une remontée du taux de chômage en France. Celui-ci avait atteint 8,1 % à fin 2019, soit son plus bas niveau depuis 11 ans.

LE CHIFFRE

La Ministre Muriel Pénicaud a annoncé une **diminution de 70 %** des embauches.

LES SECTEURS CONCERNES :

Les secteurs des services et de la construction se sont effondrés au mois de mars, tandis que l'industrie, notamment dans l'agro-alimentaire, affiche une résilience.

- L'indice PMI ce mois-ci dans les services est ressorti à 29, tandis qu'il s'est établi à 42,9 dans le secteur manufacturier. Pour rappel, un indice PMI sous la barre de 50 traduit une contraction de l'activité.
 - Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères estime que la pandémie de coronavirus pourrait engendrer des pertes allant jusqu'à 40 milliards d'euros pour la filière touristique en France sur trois mois.

LE CHIFFRE

La consommation touristique intérieure, avec 173 milliards d'euros en 2018, représente **7,4 % du PIB**.

- La compagnie aérienne Air France - KLM a fortement réduit son activité, avec un recul d'environ 90 % de ses capacités de vol.
- Selon l'Insee, l'activité dans la construction a chuté de 89 % depuis le début de la crise sanitaire.
- Dans l'industrie, des secteurs tels que l'agro-alimentaire, la pharmacie, les équipements médicaux ou la chimie tournent à plein régime. D'autres, à l'inverse, sont à l'arrêt complet (notamment la construction automobile).

QUEL SCENARIO POUR LES PROCHAINES SEMAINES ?

En prenant l'exemple de la Chine, et en cas de confinement respecté par la population, la durée de l'épidémie en France pourrait s'étendre jusqu'au mois de mai.

- Le Conseil scientifique préconise l'allongement du confinement à « au moins six semaines », ce qui repousse la date à fin avril.

AUTRES PAYS EUROPEENS

EN ITALIE

- Une crise sanitaire couplée à une économie chancelante.
 - L'Italie est le pays le plus impacté par l'épidémie du Covid-19 en nombre de morts. Celui-ci a dépassé, le 28 mars, le seuil des 10.000 victimes.
 - L'économie italienne était déjà fragile avant l'apparition de l'épidémie de Covid-19. En 2019, la hausse du PIB s'est limitée à 0,3 %, soit la plus faible croissance en Europe. De plus, la dette publique est supérieure à 135 % du PIB.
- Les prévisions économiques en Italie pour 2020 : **3 %** de baisse du PIB et **5 %** de déficit public.
 - Le secteur du tourisme, particulièrement touché par l'épidémie du Covid-19, est essentiel dans le pays, représentant 146 milliards d'euros, soit 12 % du PIB.
- Pour lutter contre la crise, le pays appelle au soutien de l'Union européenne et réclame l'utilisation du Mécanisme européen de stabilité (MES).
 - Les pays européens les plus fragiles, dont l'Italie, bénéficieraient de prêts en provenance du MES, à des taux d'intérêts plus faibles que sur le marché. La Grèce y a eu notamment recours au cours des années précédentes.

LE CHIFFRE

Au 30 mars 2020, le taux d'emprunt de l'Italie à 10 ans est de **1,43 %**, quand l'Allemagne se finance à des taux négatifs.

- L'Italie souhaite également que soient émises des obligations paneuropéennes. Une dette commune serait alors créée, permettant de financer les Etats les moins bien notés aux prix de ceux les mieux notés. Si la France y est favorable, les Pays-Bas et l'Allemagne y sont en revanche hostiles.

EN ESPAGNE

- A l'instar de la dette française, celle de l'Espagne est élevée (proche de 100 % du PIB). En outre, le taux de chômage dans le pays reste très élevé (13,8 % à fin 2019). Le pays doit donc éviter une dégradation trop sévère de ses finances publiques, tout en maintenant l'activité et l'emploi.
 - L'Etat espagnol prévoit de garantir jusqu'à 100 milliards d'euros de prêts aux entreprises et de débloquer 17 milliards d'aides à destination des sociétés et des

familles. 83 autres milliards d'euros proviendront du privé, soit un total de 200 milliards d'aides (20 % du PIB).

- Si le gouvernement n'a pas établi de prévisions sur l'impact économique sur l'activité, le PIB est attendu en forte baisse en 2020.

EN ALLEMAGNE

- L'économie de l'Allemagne est très dépendante du commerce international. Si la crise sanitaire est actuellement plus faible dans ce pays qu'en Italie ou en Espagne (253 morts recensés au 27 mars), la crise économique risque en revanche d'être plus sévère.
- Le gouvernement s'attend à une contraction de l'activité « au moins aussi élevée » que pendant la crise de 2008-2009. Le PIB avait alors chuté de 5 %.
- Le recul de l'activité s'explique principalement par les difficultés dans le secteur industriel.
 - Le secteur automobile est particulièrement impacté par la crise actuelle. La production pourrait diminuer à 3,8 millions de véhicules en 2020, contre 5,1 millions de véhicules fabriqués en 2019. Le nombre d'emplois dans le secteur pourrait chuter de 100.000, soit un recul de 12 % des effectifs.
 - Si les difficultés industrielles en Allemagne ne sont pas uniquement dues à l'épidémie de Covid-19 (conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine, sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, nouvelles normes dans le secteur automobile), la crise sanitaire a très sévèrement fragilisé les échanges internationaux, notamment en provenance de Chine.
 - Les industriels allemands affichent de fait un fort pessimisme et craignent la « plus longue récession » du secteur manufacturier « depuis la Réunification » (en 1990).

PAYS HORS DE L'EUROPE

AUX ETATS-UNIS

Le Gouvernement américain souhaite interrompre le confinement, sous le prétexte que cette situation pénalise davantage l'économie que le Covid-19.

- L'absence de confinement accroîtrait la durée de l'épidémie aux Etats-Unis. Or, le pays est déjà devenu le premier pays au monde en nombre de contaminations.
- La ville de New York comptabilise actuellement près de la moitié des infections du pays et la courbe de progression suit celles de Madrid ou de la Catalogne. Or, cette ville est le cœur économique des Etats-Unis.

Hausse du chômage :

- Les Etats-Unis en sont situation de plein-emploi. Le taux de chômage atteignait en effet 3,6 % en octobre 2019. L'épidémie a toutefois fait exploser les demandes hebdomadaires d'allocations – chômage. Du 15 au 21 mars, le nombre de personnes demandant à en bénéficier a atteint 3,3 millions. La semaine précédente, elles n'étaient que 300.000.